

La lettre du Groupement pour les Droits des Minorités

Trimestriel n° 75

Septembre 2004

En présence des diverses campagnes menées contre l'Islam actuellement, Philippe Arnaud, correspondant des Amis du Monde diplomatique pour l'Indre-et-Loire, a élaboré une série de réponses abordant les différents aspects de cette question.

Nous sommes heureux de publier ses réflexions.

L'Islam représente-t-il un danger pour l'Occident ?

1. L'Islam présente-t-il un danger démographique ?

On a coutume de dire que les musulmans forment une communauté de plus d'un milliard d'habitants. Cela paraît impressionnant par rapport à l'Europe occidentale ou à l'Amérique du Nord.

Néanmoins, ce chiffre est du même ordre de grandeur que celui de la Chine, de l'Inde, ou que celui de l'ensemble des pays de civilisation occidentale (Europe, continent américain, Australie, Nouvelle-Zélande, Israël, anciens pays de l'Ouest de l'URSS, y compris la Russie). En outre, du point de vue national, les deux pays musulmans les plus peuplés sont l'Indonésie et le Nigeria – aux deux extrémités de l'arc musulman et fort loin de son cœur – et ils ne viennent que bien après les Etats-Unis (285 millions d'habitants).

2. L'Islam présente-t-il, pour l'avenir, un danger démographique ?

Dans les années 60 et 70, les pays musulmans avaient des taux de fécondité – et de croissance – impressionnants. Toutefois, de 1981 à 2001, on a assisté à une forte baisse de cette même fécondité. Pour ne prendre que les plus peuplés – ou les plus significatifs – l'Indonésie, entre ces deux dates, est passée de 4,1 à 2,7, le Pakistan de 6,3 à 5,6, l'Egypte de 5,3 à 3,5, l'Algérie de 7,3 à 3,1, le Bangladesh de 6,3 à 3,3. Il est vrai que même ces derniers chiffres sont plus élevés que ceux de l'Europe, mais le

mouvement de décrue s'est aussi opéré dans un laps de temps beaucoup plus bref que celui des pays occidentaux et il ne semble pas devoir cesser, au moins jusqu'aux années 2015-2020.

3. L'Islam présente-t-il un danger économique ?

Jusqu'à présent – que ce soit pour s'en féliciter ou pour le déplorer – il est à noter qu'aucun pays musulman ne figure parmi les grandes puissances industrielles de la planète. Les deux seules puissances non occidentales qui comptent ne sont, jusqu'à maintenant, que la Chine et l'Inde (et encore relativement). Nulle part un pays musulman n'est grand producteur de voitures, d'avions, de machines-outils ou d'appareils audiovisuels, voire de produits primaires tels que l'acier ou les métaux non ferreux.

4. L'Islam présente-t-il un danger pour les sources d'énergie ou les matières premières ?

La question, à dire vrai, ne se pose que pour le gaz et le pétrole. Mais ces deux sources d'énergie se trouvent en abondance en d'autres lieux : Russie, Angola, Venezuela, Amérique du Nord, mer du Nord, etc.

En outre – on l'a vu depuis 1973 – les pays occidentaux ont su faire de substantielles économies et développer des sources d'énergie alternatives (nucléaire, hydraulique, solaire, géothermique, éolien, etc.). Par ailleurs, les matières premières non énergétiques (fer, minerais rares, or et argent) sont largement dispersées hors des pays

musulmans (Russie, continent américain, Australie, Afrique sub-saharienne) et les économies occidentales peuvent, de manière certes secondaire, mais non négligeable, recourir au recyclage des matières premières.

5. L'Islam présente-t-il un danger scientifique ou technologique ?

La réponse est la même que pour les items précédents. Nulle part des instituts de recherche pure ou de recherche appliquée n'existent en terre d'Islam (et ne sont pas prêts de voir le jour). Le seul pays qui ferait exception serait le Pakistan, mais il pèse peu au regard de son voisin indien. Ce n'est pas de si tôt que l'on verra des instituts de recherche musulmans tenir la dragée haute aux Intel, IBM, Monsanto, Fujitsu ou autres Siemens.

6. L'Islam présente-t-il un danger culturel ?

Actuellement, la culture " consommée " en Occident – arts de la vue, de l'ouïe ou littérature – est, pour l'essentiel, issue de ce même Occident (à l'instar du commerce européen, très majoritairement intra européen), en y incluant l'Amérique latine. Les seules cultures ayant pénétré de façon significative le monde occidental sont celle du Japon (sports de combat, cuisine, bonsaï, ikebana) et, plus, généralement, celles de l'Extrême-Orient (religions, médecine, techniques de méditation).

A cet égard, l'apport du monde musulman ne tient pas la comparaison.

Même les plus récents films à succès, actuellement, proviennent plus de l'Extrême-Orient que du monde musulman. Le rap ou le raï ne sont, à cet égard, que phénomènes marginaux.

7. L'Islam présente-t-il un danger en raison de son intolérance religieuse ?

Dans ses souvenirs de jeunesse, Elias Canetti, né en Bulgarie, raconte que sa famille était issue de juifs espagnols chassés de la péninsule par les Rois catholiques. Réfugiés dans l'empire ottoman, ces sépharades n'avaient jamais eu à souffrir de leurs souverains, ce qui n'était pas le cas de leurs coreligionnaires des pays chrétiens des Balkans (et ce fut aussi pour cette raison que, par reconnaissance, nombre d'entre eux conservèrent la nationalité turque).

Par ailleurs, à l'époque de la Contre Réforme en Europe centrale (environ 1600-1730), les luthériens et calvinistes hongrois trouvèrent dans l'empire ottoman une tolérance dont ils ne bénéficiaient guère dans le royaume voisin des Habsbourg. Sur ce chapitre-là, nous n'avons, nous Occidentaux, guère de leçons à donner – des Cathares à l'Ulster, des poursuites de Mary Tudor à celles d'Olivier Cromwell, de la guerre de Trente ans à la répression des Camisards. J'ajoute, par ailleurs, qu'en Inde la minorité musulmane figure davantage parmi les persécutés que parmi les persécuteurs.

8. L'Islam présente-t-il un danger en raison des préceptes du Coran ?

C'est là un sujet sensible. Je n'ai jamais lu le Coran et veux bien accepter toutes les sourates citées par les détracteurs de l'Islam où il est question de sang, de violence, de sujétion, de conquête, etc. Néanmoins, cette démarche ne me semble pas convaincante. Elle rappelle ces écrits où l'on "démontre" que les anciens Egyptiens détenaient déjà notre savoir astronomique car, en multipliant la base de la grande Pyramide par tel ou tel nombre, on obtiendrait la distance moyenne de la Terre au soleil, en divisant la racine carrée de la hauteur par tel autre nombre, on tomberait sur l'aphélie de Mars, etc. Avec un tel système, on prouve n'importe quoi.

Les diverses pulsations par lesquelles s'étendit l'Islam tiennent plus à des pouvoirs forts ou à la faiblesse des voisins qu'à des desseins messianiques.

Le schéma d'expansion fut le même que celui des Anglais et des Néerlandais aux dépens d'empires ibériques en déliquescence, ou, aujourd'hui, du dynamisme des Eglises protestantes, en Amérique latine, aux dépens de l'Eglise catholique. Mais "la vertu conquérante de l'Islam" relève du même type d'explication que "la vertu dormitive de l'opium" ou autres burlesques tautologies telle que "la mémoire de l'éléphant" ou "la somnolence de la marmotte".

9. L'Islam présente-t-il un danger pour la civilisation chrétienne de l'Europe ?

Encore faudrait-il que celle-ci soit encore chrétienne – si elle le fut jamais ! On connaît, à cet égard, la thèse de Jean Delumeau : la mise en pratique des canons du Concile de Trente (à partir de 1570) révéla que l'Occident, au fond, n'avait jamais été christianisé. Sous des gestes, des cérémonies, des pratiques, la grande masse des Français était en fait restée païenne.

C'était là un genre de catholicisme dont, plus tard, l'agnosticisme Maurras, contemporain, par sa naissance, du Concile Vatican Ier, devait fort bien s'accommoder : un catholicisme d'empire romain (avec ses pontifes et ses brodequins), un catholicisme de la pourpre, de la pompe et des prébendes, un catholicisme des croisades et des petits fours chez le préfet. Aujourd'hui (je ne porte pas de jugement) la France, dans les deux religions chrétiennes les plus représentées sur son sol, est déchristianisée, y compris dans les rites.

Les préceptes alimentaires ne se traduisent plus que par la présence d'une barquette de poisson, les vendredis, dans les restaurants d'entreprise. Quant à la marque de religiosité la plus nette, elle ne se trouve que dans les funérailles, ce qui n'est guère significatif ! Nombre de ceux qui s'inquiètent de la progression de l'Islam sont incapables de citer l'évangile ou l'épître du dimanche précédent, de réciter le Credo de Nicée, d'entonner les premières paroles du Magnificat ou d'énumérer plus de cinq ordres religieux.

Mais allons jusqu'au bout et imaginons que, dans 50 ou 100 ans, la France se convertisse à l'Islam. D'un point de vue théologique, quelle importance cela aurait-il ? Aucune. Si l'on croit en Dieu – le Dieu des catholiques, par exemple –

ce bouleversement entrerait dans les desseins de la Providence.

Certains s'inquiètent, ici et là, de la baisse des pratiques cultuelles, comme s'il s'agissait de la baisse du chiffre d'affaires d'une multinationale. Mais les Eglises (catholique, luthérienne, réformée) ne sont en rien des multinationales. Les pasteurs, le pape, les évêques, les métropolitains n'ont pas à se présenter devant Dieu le Père avec des histogrammes et des courbes, pour défendre les résultats de leur ministère, tels des PDG devant un conseil d'administration.

Je discerne, dans ces préoccupations, des soucis très séculiers et nullement religieux. La religion y est instrumentalisée comme civilisation et non vécue comme foi.

10. L'Islam présente-t-il un danger du point de vue militaire ?

On rappellera que les Etats-Unis, avec les derniers développements de la guerre en Irak, ont un budget de la défense presque égal à celui de tous les autres pays de la planète réunis. Derrière eux, viennent des pays tels que le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Japon, Taiwan, Israël (qui tous appartiennent à l'aire occidentale et forment 75 % des dépenses militaires du monde). Dans les autres pays qui comptent, on a la Russie, la Chine, l'Inde, qui sont autant de pays non musulmans. De ceux-ci n'émergent que la Turquie et le Pakistan. Seul le Pakistan possède l'arme nucléaire – mais il est plus que neutralisé par l'Inde – et l'arme nucléaire ne garantit en rien la pérennité de la puissance du pays détenteur (on l'a vu pour l'URSS et on le constate, à un degré moindre, pour le Royaume-Uni ou la France). En outre, les principaux pays producteurs d'armes – et notamment d'armes lourdes – restent les Etats-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Japon et, plus loin, la Chine ou Israël. Les pays musulmans dépendent fortement – et dépendront encore longtemps – de leurs fournisseurs étrangers.

11. L'Islam présente-t-il un danger par son unité ?

Peut-être est-ce la question par laquelle il faudrait commencer. Quel rapport y a-t-il entre l'Indonésie et le Nigeria ? Quel rapport entre ces pays et la Turquie ? Quel rapport entre la Turquie et l'Egypte ? Entre le Sénégal et le Pakistan ?

Des rapports au moins aussi distendus que ceux qui existent, dans le monde chrétien, entre une Russie orthodoxe, une Italie catholique et des Etats-Unis protestants.

A l'intérieur même du monde catholique, des pays tels que la France, l'Espagne ou l'Autriche se sont combattus, durant des siècles, avec un rare acharnement. Durant la dernière guerre, des catholiques bavarois, rhénans, piémontais, savoyards ou polonais n'ont pas été tendres entre eux. Et, du point de vue politique, dans un bloc aussi compact que l'Europe – même réduite à 15, même confinée aux 6 pays fondateurs – les dissensions n'ont pas manqué, dans tous les domaines, alors qu'il existe près de 50 ans d'institutions, de discussions, de travaux, d'échanges, de jumelages, de coopération.

La perspective – même dans les décennies à venir - du débarquement à Nice et au Lavandou, d'une armée de deux millions de musulmans – alliant, dans une impeccable unité, des artilleurs indonésiens à des parachutistes pakistanais et à des commandos de marine nigériens – semble un peu fantaisiste...

12. L'Islam présente-t-il un danger par son entrisme dans les sociétés occidentales ?

Il ne suffit pas, pour acquérir le pouvoir – et, surtout, pour le garder et le faire accepter – de recourir à des menaces telles que “Une arme nucléaire est dissimulée dans le Sacré-Cœur de Montmartre. Convertissez-vous ou nous la faisons sauter !”. De tels scénarios ne relèvent même pas d'un pastiche de James Bond ! Pour prendre le contrôle d'une société, il faut y être intégré. On n'évoquera ici qu'un exemple. On a dit que la IIIe République (des années 1870 à 1914) avait été celle des protestants.

Admettons-le un instant. Mais admettons aussi que si ces protestants combattirent la France catholique, ce ne fut pas comme protestants, mais comme laïcs. On passera ici sur les corrections sensibles qu'il faudrait apporter à cette thèse (prédominance encore forte du catholicisme, concurrence et/ou collaboration avec la communauté juive).

Restons-en provisoirement à cette thèse d'une France protestante. Si une telle “domination” fut possible, ce ne fut que par l'existence des protestants dans les élites de la société (la banque protestante,

les entreprises protestantes, l'Université, les professions intellectuelles, la médecine, le barreau, la magistrature, les corps d'ingénieurs, le monde politique, le journalisme).

Où est, actuellement, l'équivalent musulman dans la société française ? Nulle part. À supposer que les musulmans se forgent un tel dessein – avec les difficultés pratiques que cela suppose – il leur faudra, dans chacun des secteurs investis – université, presse, édition, finance, magistrature, médecine, barreau, industrie – frayer et fréquenter le monde non musulman.. Or, le risque est grand, pour eux, que la forme ne l'emporte sur le fond, que le milieu social ne prédomine sur la communauté de croyance.

Je ne suis pas certain qu'un chirurgien musulman payé 6000 ou 7000 euros par mois se sente plus d'affinités avec son coreligionnaire terrassier qu'avec son confrère catholique... ou athée. Il faut une colossale force de caractère pour ne pas être absorbé par ces terribles dissolvants que sont l'instruction, la culture, la profession, les loisirs, le lieu de résidence, les revenus... et les fréquentations. Et la distribution des votes musulmans, aujourd'hui, ne profite pas uniquement – loin s'en faut ! – à la gauche, et, plus encore, à l'extrême gauche.

13. L'Islam ne fait-il actuellement que reprendre une phase d'expansion agressive qui a débuté avec ses origines ?

La réponse nécessite quelques développements.

A. La grande période d'expansion musulmane s'étend des environs de 610, jusque vers 750. C'est alors l'Islam qui domine et mène le jeu. De 750 à 1050, il se stabilise. De 1050 à 1800, il reprend son expansion, en Afrique, en Asie centrale, en Inde et dans le monde malais. Durant cette période, il est surtout connu et redouté en Occident sous sa variante ottomane.

Aux XIXe et XXe siècles, c'est l'Occident qui reprend l'initiative, et ne la perd qu'après 1945, avec les guerres de décolonisation.

Mais là aussi, à la différence de 1814 – où les coalisés s'emparèrent de Paris – ou de 1945 - où les Alliés investirent Berlin, la victoire des décolonisés s'arrêta à leurs frontières. Et il subsista, des anciens colonisés, des acquis tels que le comput –

utilisé parallèlement au comput musulman, le costume ou l'uniforme, des usages alimentaires, et, plus important encore, des coutumes administratives et des langues.

Dans les aéroports de tous les pays musulmans, à côté des inscriptions en langue locale, figurent toujours des inscriptions en anglais.

Nul n'a encore vu, dans les aéroports de Paris, de Rome, de Francfort, de Tokyo, de Séoul ou de New York, un double, en arabe, des inscriptions en langue locale.

B. Des origines de l'Islam – haut Moyen âge – à nos jours, l'écrasante majorité des guerres des Occidentaux ont été des guerres entre Occidentaux. Les guerres contre l'Islam n'ont été que marginales, au double sens du terme. Ces guerres, en outre, ont été entremêlées de longues périodes de paix, ou de trêves, ou de collaboration. Par exemple de chrétiens et de musulmans, alliés, entre eux, contre d'autres chrétiens ou contre d'autres musulmans (en Terre sainte ou dans l'empire byzantin ou en Espagne).

L'empire ottoman, par ailleurs, trouva de zélés serviteurs – dans la politique ou dans l'économie – parmi ses sujets non musulmans. Que ceux-ci aient été ou non des convertis importe peu : ils n'en faisaient pas moins passer leur intérêt ou leur ambition avant leur religion. La Reconquête espagnole prit par ailleurs dans les 700 ans, ce qui ne marque pas un grand sentiment de danger de la part des autres pays occidentaux (France ou péninsule italienne) pourtant plus près du théâtre des opérations que de la Terre sainte ! En outre, François Ier, en son temps, et Louis XIV au sien, surent s'allier au Grand Seigneur - ou l'utiliser - pour des alliances de revers contre les Habsbourg.

C. Durant la période des Croisades (1100-1300, dates rondes), l'intrusion fut celle de l'Occident en terre d'Islam.

L'expulsion définitive des croisés de Saint-Jean-d'Acre ne représente qu'un retour au *statu quo ante*. Durant cette période, c'est l'Occident qui fut à l'offensive et l'Islam sur la défensive.

D. La grande période de l'expansion musulmane – et, plus précisément, ottomane – dans les Balkans et en Méditerranée dura environ un siècle et demi : de 1453 (prise de Constantinople) à 1571 (bataille de Lépante).

Mais cette expansion ne fut pas, pour la Porte, “un long fleuve tranquille”.

Le dernier grand succès des Ottomans fut la bataille de Mohacs, qui leur permit (de 1526 à 1686) de s'assurer de la Hongrie. Mais, à côté de ce succès, il y eut, en 1529, l'échec du siège de Vienne, en 1532, l'échec stratégique devant Köszeg et la défaite du Steinfeld, en 1565, l'échec du siège de Malte, et, en 1571, la défaite de Lépante. Notons enfin que, durant la guerre de Trente ans, au cours de laquelle les Impériaux se trouvèrent souvent en difficulté (face aux Français et aux Suédois), les Ottomans ne profitèrent jamais de la situation (ce qui aurait pu leur assurer de faciles succès).

Globalement, donc, autour de l'année 1530, les frontières furent définitivement fixées entre Islam et Chrétienté et elles ne varièrent plus durant 150 ans. La vision occidentale d'une lutte contre l'Islam, plus qu'une vision chrétienne, est une vision catholique car les protestants (hollandais ou suédois) ne se privèrent pas d'échafauder des plans (certes plus chimériques que réalistes) pour prendre à revers contre la dynastie des Habsbourg.

E. Les Occidentaux ne se préoccupèrent pas toujours de la défense de l'Occident contre la vague musulmane.

Ainsi, la guerre de Crimée fut-elle menée par la France catholique, l'Angleterre protestante et la Turquie musulmane contre la Russie orthodoxe.

Ainsi, après la première guerre balkanique (1912-1913) qui vit la Grèce, la Bulgarie et la Serbie (pays chrétiens) s'opposer à la Turquie musulmane, la seconde guerre balkanique (1913) vit la Grèce, la Serbie, la Roumanie et la Turquie (!) s'opposer à la chrétienne Bulgarie... et l'écraser.

Ainsi, de 1914 à 1918, la catholique Autriche, qui avait combattu l'empire ottoman de 1526 à 1790 (guerres de Soliman, guerre de Quinze ans, de 1591 à 1606, guerre de 1664, guerre de 1683-1699, guerre de 1716-1718, guerre de 1735-1739, guerre de 1790), vit les soldats autrichiens et turcs combattre côte à côte. Mieux, même, dans l'armée autrichienne, les soldats d'élite, que les catholiques généraux autrichiens expédiaient contre les catholiques généraux italiens, étaient des soldats musulmans bosniaques.

Durant la guerre d'Espagne les catholiques nationalistes n'hésitèrent pas à recourir aux tabors marocains contre les Rouges. Et nous-mêmes, Français, avons, durant les deux guerres mondiales, utilisé nos tirailleurs algériens, marocains,

sénégalais contre des Allemands qui (pour partie) et des Autrichiens qui (pour la presque totalité) partageaient pourtant avec nous, en matière religieuse, la même foi dans l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Je cite pour mémoire, durant la guerre froide, l'alliance – déclarée ou objective – des Etats-Unis et du monde musulman contre les communistes.

Tentative de synthèse

S'agissant de la perception de l'Islam dans les pays occidentaux, j'avancerai les hypothèses suivantes.

1. Comme je l'ai dit plus haut, les guerres des Occidentaux, pour l'écrasante majorité, ont été des guerres entre eux. Dans les multiples applications de l'adjectif marginal (géographique, temporel, idéologique, économique, politique, militaire, religieux), les affrontements entre les Occidentaux et l'Islam n'ont été que des affrontements marginaux.

On peut, certes, mettre bout à bout les batailles de Poitiers, de Mantzikert, des Cornes de Hattin, de Nicopolis, du Champ des Merles, de Mohacs, de Lépante, de Candie, de Mogersdorf, du Kahlenberg, de Slankamen, de Zenta, de Petrovaradin, de Chocim, de Belgrade, de Navarin, des Dardanelles, etc. et considérer que cela forme un tout, c'est un tout qui n'a pas plus de réalité que l'existence de telle ou telle constellation, formée en fait d'étoiles totalement dispersées et qui n'a de sens que depuis la Terre. Et la grande période d'expansion outre-mer des pays européens (de 1750 à 1914), si elle se déroula au détriment de contrées musulmanes (Afrique du Nord, Turquie), se déroula aussi au détriment d'autres contrées (Inde, Chine, Asie centrale, Afrique sub-saharienne). Le monde musulman n'était considéré ni comme un tout, ni, a fortiori, comme un tout inquiétant. Ne parlait-on pas, d'ailleurs, au XIX^e siècle, de l'empire ottoman comme de l'Homme malade de l'Europe ?

2. Il existe, en Occident, depuis la chute de l'empire romain (dont on a dit que l'Europe ne s'était jamais remise), une propension surprenante à la crainte d'un déferlement des Barbares. Cela explique, peut-être, cette tendance à la mentalité obsidionale qui expliquerait la fortune des châteaux forts dans l'imaginaire occidental et de toutes les œuvres artistiques mettant en scène un Occident idéalisé contre les "sauvages": Fort

Alamo, Les 55 jours de Pékin, et imagerie obsessionnelle (de même racine qu'obsidional) des chariots du Far West en cercle avec leurs occupants tiraillant contre des hordes de Peaux-Rouges. J'avais été horrifié - et fasciné - dans mon enfance, par une vision d'artiste reconstituant la mort du prince impérial (fils de Napoléon III) contre les Zoulous. On voyait le malheureux, vêtu de son uniforme anglais, entouré de noirs farouches, nus, la sagaie pointée sur lui. La mentalité occidentale est pleine de "zoulous". Ce que j'ignorais alors, c'est que les peuplades capables de telles horreurs étaient évangélisées au canon et à la mitrailleuse Maxim.

3. Depuis l'avènement des Temps modernes (vers 1500) jusqu'à la Seconde guerre mondiale, les pays menaçants pour leurs voisins - dans l'aire occidentale - furent tous, à l'exception d'un seul - sur lequel on reviendra - des pays occidentaux : l'Espagne (1500-1643), puis la France (1643-1815), puis l'Allemagne (1871-1945). Je n'évoque pas les impérialismes secondaires que furent la Suède ou la Prusse de Frédéric II ou la Suisse du XV^e siècle, qui suivent le même schéma. La seule exception fut, bien entendu, l'empire ottoman.

La caractéristique de ces pays était d'être des pays à forte cohésion nationale, forte armature administrative, solide économie pouvant supporter longtemps les frais d'une armée, même si cette économie était artificielle (cas de l'Espagne).

Avec cela, on pouvait accomplir des exploits : l'Allemagne, avec 80 millions d'habitants résista longtemps aux efforts conjugués de l'URSS, des Etats-Unis et de leurs alliés. Même chose pour le Japon qui, avec une population équivalente, soutint une guerre contre la Chine et une guerre contre les Etats-Unis. De même, la guerre froide fut menée et dirigée essentiellement par deux pays : les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Combien reste-t-il de puissances, aujourd'hui, capables d'inquiéter le reste du monde ?

A l'aune de ces critères, une seule : les Etats-Unis. Leur concurrent probable, la Chine, ne sera pas en état de marche avant 2015 ou 2020. Pourquoi ces considérations ? Pour dire qu'une puissance ne devient inquiétante qu'autant qu'elle s'appuie sur une entité unitaire. Une entité et non une coalition ou une alliance ou un agrégat de pays.

Autrement dit, l'islam, aujourd'hui, ne peut représenter un danger tel qu'il est. Il ne pourrait en présenter un que s'il s'incarnait dans une puissance étatique, comme autour des califats abbassides ou omeyyades, ou de l'empire ottoman ou de la Perse séfévide.

Existe-t-il, aujourd'hui, dans le monde musulman, un pays qui cumule un grand nombre d'habitants, une économie dynamique dans tous les secteurs, une science à la pointe de la recherche, une armature administrative forte, une armée puissante dans tous les domaines, une culture omniprésente et une diplomatie active sur tous les continents ?

La réponse, très clairement, est non. L'islam ne peut donc représenter un danger.

Poussons plus loin :

Et si l'islam, loin d'être un danger, était, plutôt un allié potentiel ?

Les guerres se déroulent entre n'importe qui.

La guerre des Malouines, en 1982, mit aux prises deux alliés des Etats-Unis, tous les deux de droite, tous les deux anticommunistes, tous les deux libéraux. Le 8 juin 1967, des Mirages et des torpilleurs israéliens attaquèrent sans merci le navire espion américain Liberty, lui laissant 35 morts et 75 blessés, que l'administration américaine évacua la tête basse.

En mai 2000, le gouvernement israélien fit chanter le gouvernement américain, en le menaçant de vendre un AWACS à la Chine.

Apparemment, cet avion ne fut jamais vendu... ce qui expliquerait la surprenante longanimité du gouvernement américain face à des décisions israéliennes pas toujours favorables à ses intérêts dans le monde arabe.

L'alliance entre les Etats-Unis et Israël n'est pas une alliance essentielle, c'est une alliance conjoncturelle. Les Etats-Unis n'ont pas besoin d'Israël pour vivre et, à l'inverse, pour les Israéliens, la terre entre Méditerranée et Jourdain n'est pas, comme pour les Américains le Vietnam ou l'Irak, un simple champ de bataille, duquel on peut se rembarquer à tout instant, c'est leur terre bien aimée, hors de laquelle, pour eux, il n'est point de salut. En cas d'extrême gravité, les Israéliens s'accrocheront à leur territoire, y compris au détriment des intérêts américains.

Pour élargir la question, il n'existe pas un lien automatique entre les Occidentaux et Israël : lors de la guerre d'indépendance, en 1948, si Israël fut soutenu par les Etats-Unis, il le fut aussi par l'URSS... mais contre le Royaume-Uni qui, durant son mandat, avait eu fort à souffrir du terrorisme de l'Irgoun ou du groupe Stern.

L'animosité à l'égard du monde musulman, en Europe, n'est pas une animosité de nature religieuse, c'est une animosité de nature sociale, fondée sur la peur et dirigée de haut en bas. Jadis, sous l'Ancien Régime, la peur était celle des sédentaires à l'égard des "errants".

Au XIXe siècle, ce fut la peur des bourgeois à l'égard des prolétaires (les fameuses "classes laborieuses, classes dangereuses" de Raymond Chevalier), de 1870 à 1970, ce fut la peur des Rouges et des "partageux".

Pour diverses raisons, les catégories sociales les plus pauvres se sont aujourd'hui fort amenuisées (et l'on ne peut que s'en réjouir) et, subséquemment, la crainte de leurs débordements a disparu. En revanche, lesdites catégories existent encore, et à de nombreux exemplaires, dans le Tiers monde, et, plus particulièrement, dans le monde musulman.

Comme il est psychologiquement difficile de dire sa haine des pauvres, on travestit sa pensée en les rendant responsables de leur destin (ils sont "paresseux", "incapables", "alcooliques", "velléitaires"). Mais, pour ennoblir cette pensée, on essentialise la différence en la sublimant dans la religion. Mais même cette animosité-là peut n'être que transitoire. Imaginons que, dans 30 ou 40 ans - comme le rêvent les Occidentaux - la Chine devienne effectivement dangereuse. Compte tenu de sa puissance, elle le serait alors non seulement à l'égard des Occidentaux mais aussi à l'égard de l'Amérique latine, de l'Afrique sub-saharienne et... du monde musulman. Celui-ci deviendrait donc - *volens nolens* - un allié potentiel, voire un allié objectif. Que diraient alors les Occidentaux pour le séduire ? Que lui jureraient-ils pour le persuader de choisir le "bon" camp.

N° ISSN 07519207

Président : Yves Plasseraud

Vice-Présidents : Henri Giordan, Thamaz Naskidachvili

Secrétaire générale : Muriel Bensard

Trésorière : Suzanne Pourchier

Trésorier adjoint : Jean Cormon

Membres du bureau :

M. Barth, J. Bigot, T. Bourand, D.

Dimitrijevic, W. Dressler, H. Elmas, L.

Gauge, C. Guyonvarc'h, J. Lambalais, J.Y. Le

Touze, J. Pénichon, P. Péroche, M. Rafii, N.

Serfaty, P. Vergne

Comité de Patronage :

Hélène Ahrweiler, Dimitri T. Analis, Gérard

Chaliand, Jean-François Clément, Jacques

Dournes†, Alfred Kastler, Jean Lacouture,

Jean-Pierre Liégeois, Jean Malaurie, Edgar

Morin, Pierre Vidal-Naquet, P. Peroncel-

Hugoz, Maxime Rodinson†, Evelyne Sullerot,

Paul Thibaud, Germaine Tillion.

BULLETTIN D'ADHÉSION 2004

À retourner au GDM

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Tél. E-mail.....

adhère à l'Association GDM et règle ma cotisation comprenant

l'abonnement à La Lettre du GDM par le chèque ci-joint d'un montant de :

32 euros ~ cotisation normale

52 euros ~ cotisation de soutien

14 euros ~ tarif étudiant

Abonnement seul : 14 euros

Le chèque bancaire ou postal est à établir à l'ordre du GDM,

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

Date :..... Signature.....

LIVRES

LES COMMENTAIRES DES OUVRAGES
SUIVANTS SONT EMPRUNTES A LA REVUE
DIASPORIQUES QUE NOUS TENONS A
REMERCIER

HISTOIRE DE L'AUTRE

Sami Adwan, Dan Bar-On, Adnan
Musallam, Eyal Naveh, préface de
Pierre Vidal-Naquet, Ed. Liana Levi,
2004, 96 p.

Liana Levi vient de prendre l'initiative, sur la suggestion de Pierre Vidal-Naquet, de publier une traduction française de l'ouvrage diffusé l'an passé par PRIME (*Peace Research Institute in the Middle-East*), une organisation non gouvernementale fondée par des universitaires israéliens et palestiniens avec l'aide de l'Institut de recherche sur la paix de Francfort. Ce livre, qui porte sur l'histoire contemporaine du Proche-Orient, a été rédigé parallèlement par des professeurs d'histoire des deux bords ; il est utilisé depuis fin 2002, nous dit-on, « dans de nombreux lycées d'Israël et de Palestine ». La traduction française fait alterner sur chaque page une colonne israélienne et une colonne palestinienne, ce qui conduit le lecteur, au prix d'un petit effort intellectuel, à prendre connaissance conjointement des deux versions proposées de la déclaration Balfour (1917), de ce que les uns appellent la guerre d'Indépendance et les autres la Nakba – la Catastrophe (1948), enfin de la série d'événements que les uns intitulent « de la guerre des Six Jours à l'Intifada » (de 1967 aux Accords d'Oslo) et les autres « l'Intifada » (1987). On notera au passage que si les deux parties se sont accordées sur le choix des deux premières périodes à analyser (tout en les désignant de façon radicalement différente), tel n'est manifestement pas le cas pour la troisième... Vidal-Naquet y insiste dès le début de sa préface : « *Le fait essentiel et nouveau, absolument nouveau, est l'existence même de ce manuel. Le discours commun est pour l'instant impossible et le demeurera longtemps* ». L'éditeur, dans la quatrième de couverture, ajoute à juste titre : « *En temps de guerre, les nations racontent l'histoire d'un seul point de vue – le leur – le seul considéré comme juste. Les héros des uns sont les monstres des autres. L'histoire, les droits et la culture de « l'ennemi » sont niés. Le conflit israélo-palestinien ne déroge pas à la règle* ». Ce double avertissement est salutaire et permet d'aborder la lecture de ce « manuel » avec le recul nécessaire.

Si l'histoire, au sens disciplinaire du mot, revendique légitimement d'être une science (dès lors qu'on accepte de la qualifier d'humaine et par là-même de lui conférer des spécificités épistémologiques différentes de celles des sciences dites « dures »), nous savons bien que celle « que

l'on raconte aux enfants » n'a pas nécessairement les mêmes dimensions. Il suffirait, pour s'en convaincre, de nous souvenir de ce que Suzanne Citron rappelait lors d'une soirée débat récente au Cercle Gaston-Crémieux à propos des mythes véhiculés par notre chère « histoire de France »... Les deux histoires ici présentées sont vraiment *parallèles* : elles ne se rencontrent pas. Tout au plus peut-on trouver dans la version israélienne quelques éléments de sympathie vis-à-vis de la cause des Palestiniens et quelques doutes voire réprobations clairement exprimés sur certaines des violences exercées à leur rencontre. Et l'on ne peut que regretter, soit dit en passant, qu'il n'existe en revanche pas la moindre trace de réciprocité dans l'autre version, une dissymétrie que la différence manifeste des situations actuelles des deux peuples sans doute explique mais qui n'en laisse pas moins subsister une certaine amertume : il eût suffi d'un mot peut-être pour créer cette bien souhaitable ouverture...

Quoi qu'il en soit, ce livre, au-delà de ce qu'il apporte son existence même – c'est-à-dire, il faut le souligner avec ardeur : une volonté (même si elle ne se concrétise pas) de dialogue, infiniment supérieure à la voix des armes ! – établit *de facto* un constat objectif de la distance qui sépare les deux récits. Et dès lors, même si leur contenu est radicalement différent, les divers événements cités – donc jugés importants de part et d'autre – constituent un catalogue utile des sujets sur lesquels il serait maintenant nécessaire que se noue un dialogue professionnel entre historiens des deux bords, sans doute arbitré par des spécialistes réputés « neutres », pour que l'on puisse progressivement évoluer vers une authentique histoire, au sens disciplinaire du terme, de cette période cruciale. La distance est-elle encore trop grande pour qu'on puisse y parvenir dans un proche avenir ? Sans doute ! Mais comment aurait-on pris la juste mesure de cette distance sans ce livre ? Ce n'est pas là son moindre mérite et il faut rendre hommage à Liana Levi d'avoir accepté le risque de le publier : ce faisant, elle a contribué de façon significative à montrer que l'impossible dialogue demeurait, au-delà des affrontements actuels, concevable. <<<<

LES JUIFS EN ALLEMAGNE AUJOURD'HUI

Doris Bensimon, Éd. L'Harmattan,
2004. 220 p.

Nous pas « Juifs Allemands », ni « Allemands juifs », ni « Juifs d'Allemagne »...

Le choix de ce titre par l'auteure ne doit pas être fortuit. Doris Bensimon nous avait déjà donné un aperçu de la situation des Juifs en Allemagne dans le numéro 28 de la revue, voici qu'elle nous en donne une image complète. Après avoir vécu (non sans

difficultés évidentes) avec quelques milliers de survivants juifs dispersés entre la RFA et la RDA, l'Allemagne fait depuis quelque dix ans face à un phénomène nouveau : l'afflux des Juifs de l'ex-URSS, attirés par des conditions économiques favorables. Cet afflux modifie profondément les relations tant entre les Allemands et les Juifs qu'à l'intérieur même des communautés juives. L'Allemagne est désormais en fait, après la France et la Grande-Bretagne, le troisième foyer juif d'Europe. Le contraste est saisissant entre les anciennes communautés juives de ce pays, vieillissantes et déclinantes, et ces nouveaux venus, d'une éducation et d'une tradition très différentes et dont les références religieuses sont souvent inexistantes. Ce qui complique les choses dans un pays où être Juif signifiait traditionnellement s'affilier à une communauté confessionnelle. Doris Bensimon a le mérite d'éclairer complètement son lecteur, en suivant durant les décennies qui nous séparent de la fin de la Seconde guerre mondiale et de la Shoah les différents groupes juifs qui se retrouvent aujourd'hui en Allemagne.

Ce livre, très documenté, très complet et de lecture facile, rendra service à tous ceux qui s'interrogent sur le paradoxe apparent de l'afflux juif vers l'Allemagne et voudraient s'informer notamment sur la laïcité juive dans un pays où l'Etat et les religions ne sont pas séparés.

J. Burko



EST ET OUEST/DERACINES

Wolf Wieviorka (traduit du yiddish),
Ed. Bibliothèque Medem, 2004, 340 p.

Ce volume réunit deux recueils de nouvelles, respectivement de seize et dix-neuf pièces (*Est et Ouest* a été publié à Paris en yiddish en 1936, *Déracinés* en 1937). Wolf Wieviorka est un de ces écrivains yiddish que les vicissitudes de l'existence ont sorti de sa Pologne natale pour le déposer sur le pavé parisien en 1926. En ces temps-là, une foule d'autres artistes venus de l'Est ont peuplé ce même pavé, mais si les musiciens, les peintres, les photographes ont pu trouver en France (plus ou moins rapidement, il est vrai) un public à la mesure de leur talent, les écrivains ont été soudain coupés du leur. Ils n'écrivaient plus que pour la marge, pour quelque cent mille lecteurs potentiels, eux qui en avaient laissé des millions derrière eux... Il faudra la disparition quasi-totale de ces millions-là pour que la littérature yiddish trouve une consécration mondiale et un prix Nobel.

Wolf Wieviorka est de cette génération qui a frôlé l'oubli, malgré les qualités évidentes de son écriture. L'initiative de la Bibliothèque Medem met enfin à la portée du lecteur francophone un ensemble de récits de cet écrivain. Et on s'aperçoit de sa grande modernité, de l'intérêt intact des pages écrites il y a plusieurs décennies.

En particulier, il fait surgir devant nous ce monde précaire des Juifs immigrés en France, leurs bonnes et mauvaises œuvres, leurs aspirations et leurs échecs. Ces *luftmenschen* transplantés à Paris qui discutent de Nietzsche ou de Schopenhauer durant des heures pour pouvoir terminer le débat en demandant à l'interlocuteur de leur prêter dix francs. Ces crève-la-faim que leur fierté empêche de manger le morceau qu'on leur offre pourtant de tout cœur. Ces beaux gosses qui vivent aux crochets des petites couturières parisiennes. Ces ouvriers juifs qui partent avec ferveur défendre la République espagnole. Ceux qui, partis pour conquérir le monde, reviennent un jour désenchantés au schtetl – pour apprendre que personne ne les attendait. Et aussi des histoires de ceux qui sont restés dans leur bourgade, mais qui aspirent à partir, comme ce Herschl qui rêve d'une vie facile en Allemagne mais qui est forcé de rester... et de se marier.

Chacune de ces nouvelles esquisse des personnages vivants, de chair et d'os, que le lecteur comprend comme s'il en était un lui-même. On y voit défiler des Juifs et des non-juifs, des bons et des médiocres, mais que la scène se passe à Paris ou au fond de la Galicie, c'est un aspect du monde juif qui nous est offert. Et le mérite des traducteurs (Batia Baum pour le premier recueil et Shmuel Bunim pour le second) est d'avoir réussi à sauvegarder le goût du discours yiddish, les tournures de phrase qui épousent les tournures d'esprit.

La Bibliothèque Medem a été bien dans son rôle de propagateur de la culture yiddish en prenant la décision de mettre en circulation ce recueil, sur l'instigation de Meni Wiewiorka, fils de l'écrivain, qui en explique la genèse dans une introduction de quelques lignes. On souhaite longue vie et succès à ce livre, dont le prix, relativement élevé, est la seule ombre au tableau.

AUTREMENT DIT LAÏQUE

Philippe Lazar, Ed. Liana Levi,
2004, 116 p.

Exercice périlleux que de rendre compte dans *Diasporiques* du livre écrit par le directeur de publication et président du Cercle Gaston-Crémieux dont la revue est l'organe ! Point de flagornerie ou de copinage, point de modestie « crémieuxienne » excessive à l'égard d'un livre qui honore ce Cercle, où sont débattues depuis plusieurs décennies les questions posées aujourd'hui de manière percutante et novatrice par Philippe Lazar.

La forme de ce livre, dès l'intitulé, se veut différente : "autrement dit", mais aussi autrement pensé et autrement exprimé - une sorte de maïeutique en trois parties composées chacune de trois chapitres -, le mot "laïque" est décliné de manière si ferme et si concise que le lecteur se sent exhorté à se poser des questions et que, ce faisant, il

chemine plus sûrement dans la voie tracée par l'auteur. Le point de départ du livre s'inscrit dans l'actualité des débats et de la législation française qui en est issue, concernant d'abord le port d'un voile par les élèves musulmanes - thème porteur d'une symbolique mal éclaircie malgré l'abondance des commentaires - puis plus largement, sur la question de la laïcité dans la république ; cette question dite "d'actualité", parce que posée aux alentours du centenaire de la loi dite "Loi sur la laïcité" de 1905, est plutôt pour l'auteur de "*Autrement dit laïque*" une occasion, en premier lieu, de faire le point; puis de sérier les problèmes; et enfin d'offrir des "réponses", comme il le dit, aux questions qu'il a lui-même suscitées précédemment mais que surtout la société et la politique d'aujourd'hui nous amènent à poser.

Quel est le constat? Comment nous interroge-t-il? Quelles solutions inventer ou adopter parmi l'arsenal sociologique et culturel qui s'offre à nous? Voilà très précisément la charpente d'un livre qui n'a de petit que sa longueur mais qui, par ailleurs, invente, pourrait-on dire, la société française de demain dans une diversité culturelle qui devrait être largement acceptée si seulement on voulait se défaire de lourdes idées reçues, parce qu'elle est porteuse de paix sociale, d'enrichissement culturel, de dignité humaine universelle. Si c'est pour demain, et non pour après-demain, que Philippe Lazar dit "autrement" la laïcité, ce n'est pas parce qu'il invente une conception neuve ou qu'il se livre à l'utopisme, mais parce qu'il dévoile (sans jeu de mots, prenons la précaution de le dire après toutes les âneries qui s'en sont emparées) le sens actuel du mot et du concept, ainsi que de la pratique nécessaire de la laïcité aujourd'hui, telle justement qu'elle était dissimulée derrière l'écran de fumée qu'a produit la question du port du voile et surtout son excessive instrumentalisation.

La question de savoir s'il faut légiférer contre le port du "voile" (on disait autrefois "fichu") que portent certaines jeunes filles musulmanes pour des raisons diverses, mais surtout plus "identitaires" que purement religieuses ou même politiques, a été résolue par le monde politique soutenu par une opinion travaillée à merci par les médias. En résultera-t-il, comme le craignait Philippe Lazar, une exacerbation d'un "communautarisme" rampant qui, à la différence des pratiques multiculturelles américaines, menacerait une identité française homogénéisatrice?

Mais ce "communautarisme", il est surtout suscité, nous dit Philippe Lazar, par l'Etat français lui-même : c'est l'Etat qui institue, par la voie de la création chez "l'autre" d'interlocuteurs valables sous forme d'organes dits représentatifs, un communautarisme artificiel et illégitime qui étouffe la voix des individus et des multiples groupes d'appartenance et qui, paradoxe suprême

révéléateur de l'incohérence actuelle du langage sur la laïcité, en vient à mettre en valeur la seule appartenance religieuse des immigrés venus de pays de civilisation islamique et leurs descendants, même s'ils n'ont pas d'affiliation culturelle (ainsi le CRIF ou le Consistoire pour les Juifs, ou le récent CFCM pour les musulmans résidant en France, laïcs ou pas).

Si le voile (ou "le fichu" ou tout autre couvre-chef et "signe visible" d'une appartenance) est devenu l'objet-fétiche à proscrire, c'est surtout, écrit Philippe Lazar, parce qu'il est indicateur d'une appartenance culturelle, et non seulement culturelle, différente et que la France d'aujourd'hui, qui a refusé de reconnaître que le peuple français pourrait aisément, sans perdre son intégrité, inclure des sous-peuples en quelque sorte - breton, basque ou occitan, mais aussi "arabo-musulman d'origine islamique" (Cardinal Lustiger, cité page 18) - et accepter qu'outre la langue française, il existe légitimement dans l'hexagone des langues minoritaires que l'on enseigne et aide à survivre, ainsi que des religions, des coutumes, des cultures multiples.

Destiné à faire réfléchir et à abandonner certaines idées toutes faites, le livre de Philippe Lazar se refuse à être violemment polémique. Il incite pourtant, dans sa clairvoyance, à approfondir les raisons pour lesquelles la conception française de la laïcité n'a guère évolué et au contraire semble aujourd'hui ranimer des haines, des acrimonies, des repliements que l'on n'attendrait pas d'un pays qui fut à la pointe de la démocratie et du régime des droits de l'homme (dont le droit à son identité et à sa culture, parties intégrantes du droit de la personne).

Au-delà de la "menace islamiste" que l'auteur montre comme une résurgence - mais non sans total fondement depuis le 11 septembre - de la peur de l'Autre en pays chrétien et blanc (pensons aux Croisades ou à la guerre contre l'Irak, mais pensons aussi à la peur des "Jaunes" du début du siècle dernier), l'auteur démontre dans les "glissements sémantiques" de la société française (l'instituteur mué en "professeur des écoles" (p.39) par exemple), tout ensemble la perte des repères d'autrefois, la "nostalgie" que suscite cette perte et le raidissement qui en découle d'une conception anti-cléricale catholique, muée en un anti-islamisme ou un anti-arabisme qui émerge du débat qui a conduit les législateurs à une nouvelle "loi-de-1905 - cent ans après".

Mais voilà: l'ennemi aujourd'hui, ce n'est plus une Eglise (une!) dont on voulait supprimer la dominance, c'est une religion aux branches multiples et, mieux encore, une et des cultures venues d'ailleurs et dont les membres se sont multipliés au point d'en faire la deuxième religion, c'est-à-dire la première minorité culturelle de France par le nombre.

Ce que l'on imagine pouvoir empêcher en brandissant l'ancienne conception quelque peu éculée de la laïcité, c'est l'inclusion dans la société française de cultures multiples, de plus en plus nombreuses et variées en ces temps de migrations planétaires et contre lesquelles la France, en rentrant dans sa coquille, en interdisant les signes extérieurs à l'école, puis sur la place publique sans doute, s'imagine qu'elle sera vaccinée.

Les "solutions" que propose Philippe Lazar dans son livre sur une laïcité renouvelée, c'est "le respect du temps" qu'il faut pour que les étrangers immigrés deviennent des citoyens français de culture et d'affiliation patriotique; "le respect réciproque" de l'Autre, "le respect du débat" qui est la condition même de la démocratie (p.68-69); c'est surtout donner au fait culturel une place première dans la société nationale et internationale. Ce n'est pas avant que les faits de culture, les communautés et les nations seront reconnus chacun comme "biens publics patrimoniaux de l'humanité" (titre du dernier chapitre du livre) que les États-nations - et singulièrement la France - pourront s'élever au rang de républiques universelles tout autant que démocratiques. Ajoutons aux propos fort hardis de Philippe Lazar que la tâche est lourde mais valeureuse de continuer, comme il le fait avec une conviction "laïque" assurée et raisonnable, à faire évoluer en France une laïcité élargie aux cultures et de là à faire avancer une Europe multiculturelle où la diversité culturelle déjà existante et souvent reconnue fera elle-même progresser la nouvelle laïcité à la française.

En refermant ce petit livre lu tout d'une traite avec la jubilation d'avoir enfin entendu une voix fraîche sur ce sujet si souvent inutilement rebattu, l'impression première donnée par le ton clair, enlevé, engageant, militant, dès les premières phrases, s'était confirmée. Si la société française voulait seulement taire ses peurs et exercer véritablement les attendus des premiers mots de sa Constitution ("indivisible et laïque"); si la République française voulait reconnaître que la liberté de conscience promise par les lois laïques de 1901 et 1905 (incidemment, et bien que de manière concise, remarquablement commentées aux pages 80-83 de ce livre) nécessite l'acceptation de l'existence de collectivités dans la sphère publique; si cette république, ajouterais-je, ainsi que la future Europe, voulaient se faire sociales et culturelles aussi bien que politiques et économiques, les buts visés par ce livre-manifeste seraient atteints. Que la république laïque unie dans sa diversité en décide!

◀◀◀◀ E. Marienstras

VOYAGES AU BOUT DE L'EUROPE,

Karl-Markus Gauss, Ed. L'Esprit des péninsules, 2003, 248 p.

Est-ce la tradition héritée de l'Empire austro-hongrois, habitué à la multitude

de minorités nationales ?

Peut-être; car l'auteur est un journaliste autrichien qui a pris la peine de chercher des minorités oubliées aux divers coins de notre vieille Europe.

Il en rapporte cinq reportages dont chacun nous introduit dans un monde différent et fort intéressant: chez les Arbarèches, ces Albanais de Calabre, immigrés là il y a plus de cinq cents ans, chez les Sépharades de Sarajevo venus avec les Turcs et dont beaucoup sont partis ailleurs lors de la guerre de Bosnie, chez les Sorabes, ces slaves qui vivent depuis des siècles aux portes de Berlin et qui ont résisté à la marée germanique. Ou encore dans la Gottschee, une région perdue de la Slovénie, qui avait été défrichée à grande peine au quatorzième siècle par des colons venus d'Allemagne et qui avaient formé une île germanique au milieu d'une mer slave, jusqu'à ce que Hitler, qui avait décidé de faire cadeau de la Slovénie à son ami Mussolini, décide de rapatrier vers le Reich tous ces Volksdeutsche.

La forêt a peu à peu repris possession des terres ainsi abandonnées et il ne reste au cœur des halliers qu'un fantôme, un souvenir de plus en plus pâle de cette présence centenaire. Et enfin les Aroumains de Macédoine et d'ailleurs, un peuple dispersé dans toutes les contrées des Balkans, qui n'a pas de terre à lui mais qui a mille noms: Remeri en Albanie, ils sont Valaches en Grèce, Vlasi en Serbie, mais aussi Kutzowlaches ou Zinzars, ou Çobanë... Petit livre de grande valeur, auquel les diasporiques seront particulièrement sensibles.

J. Burko

AUTRES OUVRAGES

L'ALSACE INACHEVÉE,

Pierre KLEIN, Éd. Jérôme Do Bentzinger, Colmar, 2004

Un nouveau livre sur l'Alsace est-on au premier abord tenté de se dire.

Pourtant ce nouvel ouvrage est différent des autres dans la mesure où l'Alsace n'est ici en fait qu'un prétexte que l'auteur utilise pour s'interroger sur la démocratie et la modernité dans notre pays.

Dans une première partie, au fil des analyses et des (nombreuses) citations, l'auteur amène le lecteur à s'interroger sur le pourquoi et l'origine des blocages qui empêchent la France de respirer librement et d'entrer de plein pied dans la modernité.

Dans une seconde partie, Pierre Klein invite le lecteur à examiner les diverses solutions possibles et à formuler un choix qui, pour l'auteur, ne saurait être fondé que sur un certain nombre de principes éthiques qu'il met bien en relief.

L'ensemble, faisant référence à un nombre de sources impressionnant, est traité dans

une optique que l'on pourrait qualifier d'humanisme rhénan.

Peut-être l'auteur aurait-il gagné à laisser plus parler son cœur et à renoncer à un certain nombre de citations.

Une utile voix alsacienne en tout cas.

◀◀◀◀

Y.P.

UN COMBAT LAÏQUE EN MILIEU COLONIAL. DISCOURS ET ŒUVRE DE LA FEDERATION DE TUNISIE DE LA LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT (1891-1955),

Chokri Ben Fradj, préface de Jacqueline Costa-Lascoux, Éd. L'Harmattan, 2004, 252 p.

Chokri Ben Fradj, docteur en histoire et spécialiste de l'immigration nord-africaine en France, signe là un ouvrage intéressant en ce sens que, à partir de documents inexploités jusqu'ici, il dresse un tableau précis et argumenté des activités de la fédération de Tunisie de la Ligue française de l'enseignement.

Comme le dit Jacqueline Costa-Lascoux dans sa préface, si l'histoire de la Ligue de l'enseignement est connue, on sait peu de choses sur sa présence et ses actions dans les anciennes colonies.

On découvrira ainsi que cette histoire, comme le note l'auteur, « fut, avant tout, une histoire française ou, plus exactement, une histoire de Français dans un pays dominé par la France ».

Les ligueurs de Tunisie, républicains laïcs animés de convictions fortes et aux discours progressistes, n'ont pas vu « la contradiction fondamentale qu'il y avait à défendre la liberté, la démocratie et la justice d'un côté, tout en cautionnant le système colonial de l'autre ». Aveugles aux ravages objectifs engendrés par la colonisation au sein d'une société colonisée, ils ont persisté à voir dans le problème colonial un élément moteur de la propagation de la civilisation « parmi les races inférieures ».

A travers l'étude minutieuse des activités de la Ligue, on mesure ainsi particulièrement les apports et les limites de ce que Chokri Ben Fradj qualifie de « colonialisme progressiste ».

◀◀◀◀

J.L.

THE LITHUNIAN'S JEWISH CULTURE,

Dovid Katz, Éd. Baltos Lankos, Vilnius, 2004.

Saluons la publication d'un superbe et savant album sur la culture litvak.

◀◀◀◀

Y.P.

www.gdm.ras.eu.org